



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes trimestriels 2009-I

## Contenu de la publication

Les comptes nationaux trimestriels de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes (SEC 1995).

Les comptes trimestriels sont diffusés en trois étapes. Une première estimation flash de la croissance économique est réalisée 30 jours après la fin du trimestre. Ce chiffre est réestimé 70 jours après la fin du trimestre et diffusé sur le site web de la Banque Nationale de Belgique accompagné de statistiques détaillées sur la composition du produit intérieur brut (valeur ajoutée, dépenses, revenus) et sur le marché du travail. Enfin, 120 jours après la fin du trimestre, l'estimation définitive et complète des principaux agrégats de l'économie est publiée, en même temps que les comptes des administrations publiques.

Cette publication présente les principaux agrégats de l'économie nationale pour le premier trimestre de l'année 2009, ainsi qu'une estimation flash du produit intérieur brut du deuxième trimestre de 2009. Elle se compose de deux parties: la première donne une brève synthèse des résultats; la seconde présente le détail des résultats corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques valeur ajoutée, dépenses et revenus, épargne et solde de financement de la nation; statistiques du marché du travail) et les comptes des administrations publiques.

Les comptes sont établis sur base des données disponibles au 24 juillet 2009, à l'exception des données des administrations publiques qui ont été clôturées au 30 juin 2009.

© Institut des comptes nationaux  
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.  
La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciales est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1783-7294 (print)  
ISSN 1783-7308 (online)

# Table des matières

Table des matières	3
Synthèse	5
Tableaux et graphiques	9
1 Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	10
1.1 Estimations à prix courants	10
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2006)	10
2 Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	11
2.1 Estimations à prix courants	11
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2006)	11
3 Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus	12
4 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement	13
5 Statistiques du marché du travail	14
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	14
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	14
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	14
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	14
6 Comptes non financiers des administrations publiques, estimations à prix courants	15
6.1 Recettes, dépenses et capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques	15
6.2 Evolution des recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques	16
6.3 Recettes et dépenses de l'ensemble des administrations publiques (données cumulées)	16
6.4 Recettes et dépenses: contribution des composantes à la variation totale à un an d'écart	17
Publications de l'ICN et personnes de contact	19
Remarques générales	23
Signes conventionnels	25
Liste des abréviations	27



# Synthèse

## L'activité économique a diminué de 1,7 p.c. au premier trimestre de 2009

La croissance économique a fortement diminué au premier trimestre de l'année 2009 : en volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 1,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat accentue le repli de la croissance, celle-ci s'inscrivant en retrait de 3,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 1,0 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

La valeur ajoutée poursuit son recul dans toutes les branches d'activité. La baisse s'accroît dans la construction (-2,7 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre une baisse de 1,5 p.c. un trimestre plus tôt) et dans les services (-1,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 0,9 p.c. au quatrième trimestre de 2008). Le recul dans l'industrie est de 3,8 p.c. par rapport au trimestre précédent (après une diminution de 4,3 p.c. au quatrième trimestre).

A l'exception des dépenses de consommation finale des administrations publiques, toutes les composantes de la demande ont diminué et contribué négativement à l'évolution de l'activité économique.

Parmi les dépenses intérieures, c'est la formation de capital fixe des entreprises qui se détériore le plus, avec une baisse de 3,0 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 0,5 p.c. au quatrième trimestre de 2008. La diminution des investissements en logements des ménages s'est également accentuée (-0,9 p.c. contre -0,4 p.c. au quatrième trimestre), tandis que le recul de leurs dépenses de consommation privée est, à 0,5 p.c., quasi similaire à celui observé au trimestre précédent.

A l'image de l'effondrement des échanges internationaux, la demande extérieure poursuit sa chute: les exportations de biens et services ont diminué de 10,7 p.c.

Après s'être stabilisé au quatrième trimestre, l'emploi a diminué par rapport au trimestre précédent, de 0,5 p.c., et ce pour la première fois depuis 2003. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la croissance de l'emploi est à présent pratiquement nulle (0,1 p.c., soit moins de 6 000 travailleurs au premier trimestre de 2009), alors qu'elle atteignait encore 1,2 p.c. (environ 51 500 travailleurs) au quatrième trimestre de 2008.

S'ajustant à la conjoncture plus rapidement que l'emploi, le volume de travail des salariés a évolué de façon plus prononcée, en raison notamment du recours massif au chômage temporaire, qui permet de garder les ouvriers en emploi mais se marque en revanche dans le nombre d'heures travaillées. A un an d'écart, le volume de travail est en recul de 2,2 p.c. au premier trimestre, après avoir diminué de 0,2 p.c. au quatrième trimestre de 2008, et augmenté de 1,3 p.c. au troisième trimestre de 2008.

Comme c'est traditionnellement le cas au premier trimestre, les administrations publiques ont dégagé un déficit, qui a atteint 11,4 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en augmentation d'environ 4,7 milliards d'euros par rapport au résultat de la même période de l'année 2008.

Ce résultat est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à une forte croissance des dépenses primaires. Le recul des recettes est imputable à l'évolution des impôts directs des ménages impactés par des rôles négatifs plus importants et par la réduction d'impôt de la Communauté flamande ainsi qu'à celle des impôts indirects affectés par la contraction de l'activité économique. L'augmentation des dépenses résulte principalement de la progression des prestations sociales et de la prise en compte du remboursement d'impôts des sociétés suite à l'arrêt de la Cour européenne de Justice du 12 février 2009 concernant le régime fiscal belge des revenus définitivement taxés contraire à la directive "Mère-Filiale".

## et de 0,4 p.c. au deuxième trimestre de 2009

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique s'est encore tassée au deuxième trimestre de l'année 2009. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent. Le recul par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente se creuse encore, à -3,8 p.c. contre -3,1 p.c. un trimestre plus tôt.

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PIB TRIMESTRIEL**

(en euros chaînés (année de référence 2006), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Par rapport à la période correspondante de l'année précédente <sup>1</sup>	2,6	1,0	2,7	2,3	1,9	1,9	1,1	-1,0	-3,1	-3,8
Par rapport à la période précédente <sup>1</sup>	2,6	1,0	0,7	0,4	0,4	0,3	0,0	-1,7	-1,7	-0,4

Source: ICN

(1) Les chiffres du deuxième trimestre de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

**TABLEAU 2 ÉVOLUTION DES AGRÉGATS TRIMESTRIELS**

(en euros chaînés (année de référence 2006), pourcentages de variation par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

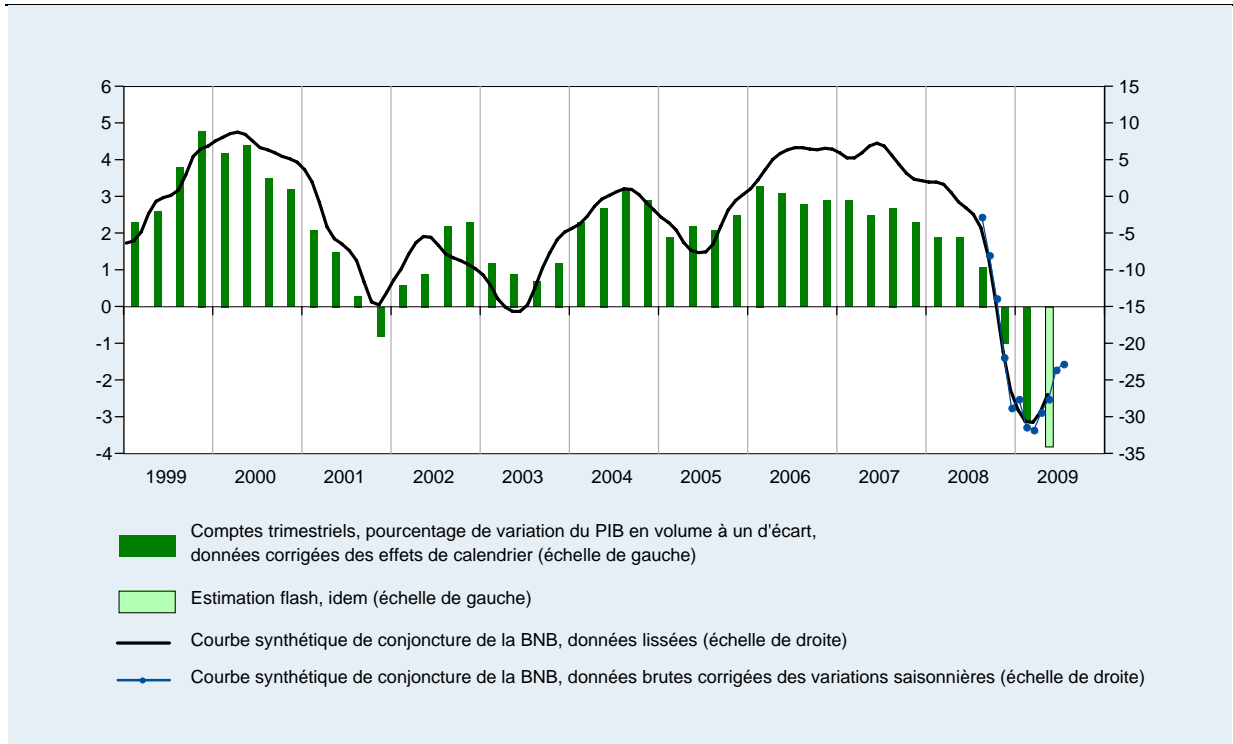
	2007	2008	2007		2008				2009	
			III	IV	I	II	III	IV	I	II
Produit intérieur brut <sup>1</sup>	2,6	1,0	0,7	0,4	0,4	0,3	0,0	-1,7	-1,7	-0,4
Valeur ajoutée de l'industrie	2,5	-0,6	0,4	0,1	0,1	0,2	-0,3	-4,3	-3,8	
Valeur ajoutée de la construction	3,5	1,3	0,1	0,1	1,7	-0,4	0,4	-1,5	-2,7	
Valeur ajoutée des services	2,5	1,7	0,6	0,6	0,6	0,4	0,1	-0,9	-1,1	
Dépenses de consommation privée	2,0	0,8	0,4	0,2	0,5	0,0	0,0	-0,6	-0,5	
Dépenses de consommation publique	2,3	2,1	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,9	0,4	
Formation brute de capital fixe des entreprises	8,5	7,1	3,2	2,9	1,6	1,5	-0,6	-0,5	-3,0	
Formation brute de capital fixe en logements	1,3	1,0	0,5	0,2	0,6	0,1	0,0	-0,4	-0,9	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,4	1,5	-0,4	-3,5	3,1	1,8	-2,5	7,4	-4,2	
Formation brute de capital fixe totale	6,1	5,1	2,2	1,7	1,4	1,2	-0,6	0,1	-2,6	
Variation des stocks <sup>2</sup>	0,1	-0,1	0,5	0,0	-0,2	-0,2	0,2	-0,3	-0,8	
Exportations de biens et services	3,9	2,1	1,7	0,8	0,4	2,3	0,3	-7,0	-10,7	
Importations de biens et services	4,4	3,3	2,9	1,1	0,4	2,2	0,4	-5,6	-10,3	
Exportations nettes de biens et services <sup>2</sup>	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,1	0,2	-0,1	-1,4	-0,2	
Emploi (nombre de travailleurs)	1,8	1,6	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,0	-0,5	

Source: ICN

(1) Les chiffres du deuxième trimestre de l'année 2009 sont le résultat de l'estimation Flash du PIB

(2) Contribution à la variation du PIB

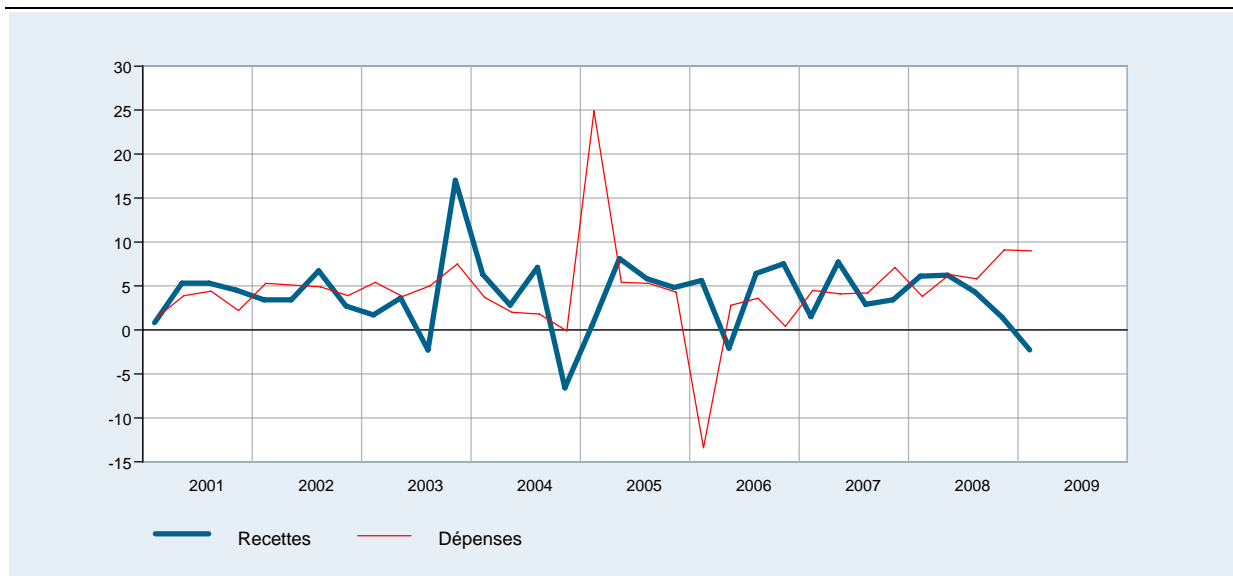
**GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE**



Source: ICN

**GRAPHIQUE 2 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

(pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)



Source: ICN





## Tableaux et graphiques

# 1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

## 1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.353	2.359	573	581	577	654	591	582	532	618
Industrie	55.590	54.843	13.910	13.903	13.863	13.855	13.889	13.870	13.229	12.723
Construction	15.773	16.288	3.959	3.983	3.964	4.040	4.075	4.116	4.056	3.944
Services										
Commerce, transports et communications	68.273	70.632	17.081	17.193	17.426	17.570	17.897	17.910	17.254	16.439
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	86.444	90.233	21.446	21.820	22.011	22.209	22.438	22.753	22.833	22.854
Administration publique et éducation	40.476	42.565	10.080	10.159	10.250	10.432	10.566	10.697	10.871	10.950
Autres services	28.913	30.049	7.214	7.295	7.300	7.371	7.427	7.594	7.657	7.754
Impôts moins subventions sur les produits	37.080	36.973	8.997	9.487	9.380	9.329	9.416	9.311	8.917	8.775
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.902</b>	<b>343.941</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.461</b>	<b>86.299</b>	<b>86.832</b>	<b>85.349</b>	<b>84.058</b>

## 1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2006)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	2.305	2.233	574	579	584	576	567	554	536	528
Industrie	55.856	55.539	13.942	14.000	14.016	14.028	14.062	14.023	13.426	12.913
Construction	14.936	15.137	3.733	3.735	3.740	3.803	3.788	3.801	3.744	3.643
Services										
Commerce, transports et communications	67.559	67.972	16.906	16.971	17.030	17.153	17.182	17.096	16.541	15.921
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	83.151	85.476	20.628	20.866	21.060	21.225	21.359	21.450	21.441	21.388
Administration publique et éducation	39.161	39.587	9.779	9.795	9.818	9.852	9.877	9.911	9.946	9.974
Autres services	27.836	28.275	6.945	6.978	7.007	7.032	7.057	7.083	7.104	7.120
Impôts moins subventions sur les produits	36.392	36.153	8.974	9.166	9.167	9.070	9.132	9.106	8.846	8.695
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>327.088</b>	<b>330.258</b>	<b>81.447</b>	<b>82.057</b>	<b>82.392</b>	<b>82.712</b>	<b>82.996</b>	<b>82.996</b>	<b>81.554</b>	<b>80.156</b>

## 2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

### 2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>174.955</b>	<b>183.779</b>	<b>43.657</b>	<b>43.818</b>	<b>44.597</b>	<b>45.220</b>	<b>46.248</b>	<b>46.418</b>	<b>45.894</b>	<b>45.230</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>74.342</b>	<b>79.809</b>	<b>18.397</b>	<b>18.653</b>	<b>18.894</b>	<b>19.398</b>	<b>19.792</b>	<b>20.093</b>	<b>20.526</b>	<b>20.301</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	72.584	78.011	17.958	18.472	18.763	19.146	19.620	19.708	19.538	18.681
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	47.794	52.269	11.786	12.200	12.574	12.823	13.196	13.243	13.007	12.294
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	19.352	20.126	4.804	4.904	4.867	4.970	5.020	5.083	5.054	5.028
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.439	5.617	1.368	1.368	1.322	1.353	1.404	1.382	1.477	1.359
Variation des stocks	2.974	3.881	234	1.147	1.586	1.613	796	1.370	102	-578
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>10.048</b>	<b>-1.539</b>	<b>3.015</b>	<b>2.330</b>	<b>931</b>	<b>85</b>	<b>-157</b>	<b>-756</b>	<b>-711</b>	<b>423</b>
Exportations totales	297.615	316.918	73.484	75.580	76.308	78.106	80.808	82.582	75.422	65.405
Importations totales	287.567	318.458	70.469	73.250	75.378	78.021	80.965	83.338	76.133	64.982
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.902</b>	<b>343.941</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.461</b>	<b>86.299</b>	<b>86.832</b>	<b>85.349</b>	<b>84.058</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2006)

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Dépenses de consommation finale privée <sup>1</sup></b>	<b>170.179</b>	<b>171.459</b>	<b>42.477</b>	<b>42.637</b>	<b>42.713</b>	<b>42.924</b>	<b>42.933</b>	<b>42.927</b>	<b>42.675</b>	<b>42.481</b>
<b>Dépenses de consommation finale des administrations publiques</b>	<b>72.962</b>	<b>74.503</b>	<b>18.192</b>	<b>18.303</b>	<b>18.399</b>	<b>18.482</b>	<b>18.563</b>	<b>18.644</b>	<b>18.814</b>	<b>18.894</b>
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	71.018	74.649	17.579	17.974	18.287	18.552	18.769	18.657	18.672	18.194
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	47.072	50.422	11.605	11.978	12.323	12.521	12.708	12.629	12.564	12.191
Formation brute de capital fixe en logements <sup>2</sup>	18.639	18.820	4.645	4.668	4.676	4.704	4.710	4.711	4.695	4.651
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.307	5.387	1.333	1.328	1.281	1.322	1.346	1.311	1.408	1.348
Variation des stocks	4.285	3.989	850	1.232	1.271	1.111	959	1.094	825	212
<b>Exportations nettes de biens et services (exportations - importations)</b>	<b>8.644</b>	<b>5.789</b>	<b>2.364</b>	<b>1.932</b>	<b>1.753</b>	<b>1.682</b>	<b>1.828</b>	<b>1.715</b>	<b>564</b>	<b>402</b>
Exportations totales	288.936	294.938	71.605	72.820	73.387	73.665	75.394	75.597	70.283	62.776
Importations totales	280.292	289.579	69.052	71.070	71.845	72.097	73.680	73.988	69.814	62.616
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>327.088</b>	<b>330.258</b>	<b>81.447</b>	<b>82.057</b>	<b>82.392</b>	<b>82.712</b>	<b>82.996</b>	<b>82.996</b>	<b>81.554</b>	<b>80.156</b>

<sup>1</sup> Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

<sup>2</sup> Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

### 3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>168.071</b>	<b>176.740</b>	<b>41.910</b>	<b>42.205</b>	<b>42.846</b>	<b>43.449</b>	<b>43.756</b>	<b>44.580</b>	<b>44.955</b>	<b>44.533</b>
Salaires et traitements bruts	124.164	130.820	30.829	31.176	31.686	32.191	32.400	33.004	33.225	32.801
Cotisations sociales	43.907	45.920	11.081	11.029	11.159	11.259	11.356	11.576	11.729	11.732
<b>Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut <sup>1</sup></b>	<b>128.884</b>	<b>129.868</b>	<b>32.146</b>	<b>32.495</b>	<b>32.381</b>	<b>32.788</b>	<b>32.910</b>	<b>32.782</b>	<b>31.388</b>	<b>30.659</b>
Impôts nets à la production et à l'importation	37.947	37.333	9.205	9.720	9.543	9.224	9.633	9.470	9.006	8.866
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.902</b>	<b>343.941</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.461</b>	<b>86.299</b>	<b>86.832</b>	<b>85.349</b>	<b>84.058</b>

<sup>1</sup> Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

#### 4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007		2008		2007		2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I	
<b>Revenu intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>334.902</b>	<b>343.941</b>	<b>83.260</b>	<b>84.420</b>	<b>84.770</b>	<b>85.461</b>	<b>86.299</b>	<b>86.832</b>	<b>85.349</b>	<b>84.058</b>	
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	1.827	1.461	495	345	645	412	-156	607	598	447	
<b>Revenu national brut</b>	<b>336.729</b>	<b>345.402</b>	<b>83.756</b>	<b>84.765</b>	<b>85.415</b>	<b>85.872</b>	<b>86.143</b>	<b>87.439</b>	<b>85.948</b>	<b>84.505</b>	
Consommation de capital fixe	50.473	53.529	12.526	12.707	12.891	13.085	13.281	13.480	13.683	13.888	
<b>Revenu national net</b>	<b>286.256</b>	<b>291.873</b>	<b>71.230</b>	<b>72.058</b>	<b>72.524</b>	<b>72.788</b>	<b>72.862</b>	<b>73.959</b>	<b>72.265</b>	<b>70.617</b>	
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-3.685	-4.475	-884	-989	-953	-1.009	-1.132	-825	-1.508	-1.153	
<b>Revenu national net disponible</b>	<b>282.572</b>	<b>287.399</b>	<b>70.346</b>	<b>71.069</b>	<b>71.571</b>	<b>71.779</b>	<b>71.730</b>	<b>73.134</b>	<b>70.757</b>	<b>69.465</b>	
Consommation finale nationale	249.297	263.588	62.054	62.471	63.491	64.618	66.040	66.510	66.420	65.531	
<b>Épargne nationale nette</b>	<b>33.275</b>	<b>23.810</b>	<b>8.292</b>	<b>8.598</b>	<b>8.080</b>	<b>7.161</b>	<b>5.690</b>	<b>6.623</b>	<b>4.337</b>	<b>3.933</b>	
Formation brute de capital fixe	72.584	78.011	17.958	18.472	18.763	19.146	19.620	19.708	19.538	18.681	
Variation des stocks	2.974	3.881	234	1.147	1.586	1.613	796	1.370	102	-578	
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-250	-430	-60	-74	-85	-121	-79	-219	-10	116	
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale</b>	<b>7.017</b>	<b>-6.312</b>	<b>2.336</b>	<b>1.382</b>	<b>308</b>	<b>-899</b>	<b>-1.991</b>	<b>-1.506</b>	<b>-1.915</b>	<b>-265</b>	

## 5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

### 5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	612	643	152	155	156	160	160	161	162	161
Industrie	33.262	33.815	8.451	8.348	8.327	8.408	8.404	8.567	8.436	8.185
Construction	8.237	8.756	2.031	2.062	2.089	2.190	2.223	2.203	2.140	2.199
Services	125.960	133.527	31.276	31.640	32.274	32.691	32.969	33.650	34.217	33.988
Commerce, transports et communications	37.757	39.845	9.387	9.500	9.656	9.815	9.867	10.061	10.102	10.165
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	30.364	32.245	7.522	7.641	7.878	7.932	7.939	8.124	8.251	7.974
Administration publique et éducation	37.359	39.413	9.299	9.340	9.472	9.622	9.768	9.897	10.127	10.135
Autres services	20.480	22.024	5.068	5.160	5.268	5.322	5.397	5.568	5.738	5.714
<b>Rémunération totale des salariés</b>	<b>168.071</b>	<b>176.740</b>	<b>41.910</b>	<b>42.205</b>	<b>42.846</b>	<b>43.449</b>	<b>43.756</b>	<b>44.580</b>	<b>44.955</b>	<b>44.533</b>

### 5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Indépendants	702,6	709,7	701,6	703,5	705,5	708,1	709,6	710,3	710,8	710,9
Salariés	3.719,1	3.783,8	3.711,0	3.727,3	3.746,9	3.766,9	3.780,5	3.794,1	3.793,8	3.770,1
<b>Emploi total</b>	<b>4.421,7</b>	<b>4.493,5</b>	<b>4.412,6</b>	<b>4.430,8</b>	<b>4.452,4</b>	<b>4.474,9</b>	<b>4.490,1</b>	<b>4.504,3</b>	<b>4.504,6</b>	<b>4.481,1</b>

### 5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	82,9	81,7	83,4	82,6	81,8	82,0	81,8	81,6	81,5	81,7
Industrie	619,8	619,1	619,5	618,6	619,4	620,2	620,2	619,8	616,2	607,6
Construction	257,8	263,9	256,4	258,9	261,6	263,1	263,6	264,7	264,4	262,5
Services	3.404,4	3.471,4	3.396,7	3.413,9	3.432,6	3.452,4	3.467,3	3.480,7	3.484,9	3.471,8
Commerce, transports et communications	1.058,3	1.071,0	1.055,5	1.060,8	1.065,3	1.068,8	1.071,0	1.072,8	1.071,0	1.066,5
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	866,7	900,3	862,4	871,2	882,7	892,7	895,7	903,8	909,0	896,2
Administration publique et éducation	769,4	772,1	770,4	769,7	768,7	770,4	773,1	772,3	772,5	774,1
Autres services	710,0	728,0	708,5	712,2	716,0	720,5	727,5	731,8	732,5	735,0
<b>Emploi intérieur total</b>	<b>4.365,0</b>	<b>4.436,1</b>	<b>4.356,0</b>	<b>4.374,0</b>	<b>4.395,5</b>	<b>4.417,8</b>	<b>4.432,8</b>	<b>4.446,9</b>	<b>4.447,0</b>	<b>4.423,5</b>

### 5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ : SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	38,1	38,9	9,5	9,7	9,4	10,0	9,7	9,7	9,6	9,6
Industrie	929,4	919,8	233,0	232,2	230,7	232,8	233,1	231,2	222,9	215,9
Construction	304,7	311,6	75,8	76,2	76,2	79,0	80,3	78,5	73,9	75,0
Services	4.067,2	4.135,8	1.014,9	1.019,3	1.023,7	1.034,7	1.035,1	1.035,2	1.030,9	1.025,9
Commerce, transports et communications	1.286,3	1.297,1	320,8	322,4	324,1	325,9	324,1	323,8	323,0	321,0
Activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises	862,1	891,1	215,0	216,6	218,0	224,8	224,2	223,4	219,0	214,0
Administration publique et éducation	1.100,7	1.104,4	275,0	275,4	275,5	275,7	276,0	276,2	276,4	277,8
Autres services	818,2	843,3	204,0	204,9	206,1	208,3	210,8	211,8	212,5	213,1
<b>Volume de travail total (nombre d'heures)</b>	<b>5.339,4</b>	<b>5.406,1</b>	<b>1.333,1</b>	<b>1.337,4</b>	<b>1.340,0</b>	<b>1.356,6</b>	<b>1.358,3</b>	<b>1.354,5</b>	<b>1.337,2</b>	<b>1.326,5</b>

## 6 COMPTES NON FINANCIERS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

## 6.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DES RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	145.022,5	150.531,2	40.339,3	32.678,9	42.176,6	31.532,3	42.661,8	33.855,2	42.481,8	30.510,2
Impôts directs	54.454,6	56.881,8	17.871,6	11.577,0	16.649,3	9.110,4	18.955,8	12.033,8	16.781,7	8.563,3
Ménages	41.571,2	44.631,5	13.403,5	9.122,6	11.607,1	8.364,6	14.036,3	9.743,2	12.487,4	7.700,9
Sociétés	12.639,4	12.065,8	4.403,8	2.375,8	4.967,0	718,6	4.841,0	2.248,4	4.257,8	840,3
Autres secteurs	244,0	184,5	64,2	78,6	75,1	27,1	78,5	42,2	36,6	22,1
Impôts indirects	42.809,9	43.170,2	10.497,4	10.514,4	11.822,0	10.235,6	11.105,3	10.462,8	11.366,5	9.653,3
Cotisations sociales effectives	45.533,0	48.101,4	11.385,4	10.016,1	13.146,1	11.587,3	11.998,7	10.741,2	13.774,2	11.762,3
Impôts en capital	2.225,0	2.377,8	584,9	571,4	559,2	599,0	602,0	617,4	559,4	531,3
Cotisations sociales imputées	7.130,0	7.600,9	1.768,5	1.792,8	1.820,8	1.860,6	1.891,0	1.915,4	1.934,0	1.983,3
Intérêts reçus	707,2	836,8	170,6	185,2	181,5	197,9	205,0	219,2	214,7	211,7
Autres revenus de la propriété	1.379,7	1.648,5	933,3	123,6	212,7	158,9	1.052,3	174,7	262,6	101,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	1.123,5	1.216,7	275,2	220,3	394,4	243,1	258,8	261,1	453,8	258,5
Ventes courantes de biens et services produits	5.478,1	5.745,1	1.366,6	1.371,5	1.377,2	1.411,8	1.430,7	1.445,7	1.456,7	1.488,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	105,9	110,8	-28,1	21,6	92,7	46,9	14,9	21,3	27,6	12,8
<b>Total Recettes</b>	<b>160.946,9</b>	<b>167.689,9</b>	<b>44.825,6</b>	<b>36.394,0</b>	<b>46.255,8</b>	<b>35.451,6</b>	<b>47.514,4</b>	<b>37.892,7</b>	<b>46.831,2</b>	<b>34.567,0</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	139.402,5	149.443,8	35.395,4	33.799,2	35.259,6	36.825,2	37.833,1	36.076,3	38.709,2	39.254,2
Rémunérations des salariés	39.273,4	41.463,2	10.003,7	9.211,5	10.354,8	10.167,1	10.492,1	9.730,8	11.073,2	10.721,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	11.831,1	12.908,2	2.858,6	2.905,8	2.950,8	3.198,3	3.206,4	3.122,2	3.381,3	3.187,3
Subventions aux entreprises	6.543,4	7.285,4	1.611,6	1.668,6	1.717,3	1.778,7	1.816,8	1.840,4	1.849,5	1.845,3
Prestations sociales	74.650,5	80.045,4	19.330,6	18.298,3	18.527,9	19.487,4	20.619,5	19.704,9	20.233,5	21.184,2
En espèces	51.441,0	54.690,0	13.437,0	12.673,2	12.748,4	13.029,6	14.181,1	13.559,6	13.919,7	14.270,6
En nature fournies par des producteurs marchands	23.209,5	25.355,4	5.893,5	5.625,2	5.779,4	6.457,8	6.438,4	6.145,3	6.313,8	6.913,6
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	3.675,5	3.999,1	908,3	902,1	923,2	1.057,6	1.012,5	961,7	967,3	1.136,1
Transferts courants aux entreprises	178,5	188,3	44,5	44,9	45,2	46,3	46,9	47,4	47,7	47,1
Transferts courants au reste du monde	3.250,1	3.554,3	638,2	767,9	740,5	1.089,8	638,9	668,9	1.156,7	1.132,8
Charges d'intérêts	12.988,0	13.005,6	3.218,2	3.305,7	3.257,3	3.206,1	3.209,5	3.242,5	3.347,4	3.230,6
Dépenses en capital	9.491,2	9.531,5	2.266,8	2.373,3	2.320,3	2.194,3	2.414,8	2.436,8	2.485,6	3.532,9
Formation brute de capital fixe	5.438,6	5.617,6	1.347,6	1.356,4	1.356,3	1.348,3	1.381,0	1.359,8	1.528,5	1.338,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	34,5	35,7	8,3	9,4	10,0	9,3	8,9	9,0	8,5	9,6
Transferts en capital aux autres secteurs	4.018,1	3.878,1	910,9	1.007,5	954,0	836,7	1.024,9	1.068,0	948,6	2.184,7
<b>Total Dépenses</b>	<b>161.881,7</b>	<b>171.980,8</b>	<b>40.880,4</b>	<b>39.478,2</b>	<b>40.837,4</b>	<b>42.225,6</b>	<b>43.457,4</b>	<b>41.755,6</b>	<b>44.542,3</b>	<b>46.017,8</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>6.225,5</b>	<b>2.752,0</b>	<b>5.655,2</b>	<b>-1.303,9</b>	<b>7.087,0</b>	<b>-5.225,6</b>	<b>5.854,9</b>	<b>-2.064,8</b>	<b>4.187,6</b>	<b>-8.461,9</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-934,8</b>	<b>-4.290,9</b>	<b>3.945,2</b>	<b>-3.084,2</b>	<b>5.418,4</b>	<b>-6.774,0</b>	<b>4.057,0</b>	<b>-3.862,9</b>	<b>2.288,9</b>	<b>-11.450,7</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>12.053,2</b>	<b>8.714,7</b>	<b>7.163,4</b>	<b>221,5</b>	<b>8.675,7</b>	<b>-3.567,9</b>	<b>7.266,5</b>	<b>-620,4</b>	<b>5.636,3</b>	<b>-8.220,1</b>
<b>p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la Procédure déficit excessif</b>	<b>-784,5</b>	<b>-4.122,7</b>	<b>3.982,7</b>	<b>-3.053,2</b>	<b>5.465,1</b>	<b>-6.736,6</b>	<b>4.096,2</b>	<b>-3.824,4</b>	<b>2.342,0</b>	<b>-11.388,8</b>
p.m. Impôts indirects (y compris les impôts cédés aux institutions de l'Union européenne)	45.068,8	45.450,6	11.029,3	11.108,5	12.399,3	10.783,3	11.700,3	11.044,1	11.923,0	10.193,6

## 6.2 EVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente, données brutes)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	3,8	4,5	12,6	-3,1	5,9	9,0	6,1	3,9	0,8	-6,0
Impôts indirects	2,6	0,8	3,3	6,5	-1,6	2,6	5,8	-0,5	-3,9	-5,7
Cotisations sociales effectives	5,7	5,6	6,1	5,2	5,5	5,5	5,4	7,2	4,8	1,5
Autres recettes	2,5	7,6	2,6	4,3	0,0	8,8	7,6	8,6	5,8	1,5
<b>Total Recettes</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>7,5</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>4,1</b>	<b>1,2</b>	<b>-2,5</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	3,7	5,6	4,2	3,7	2,9	4,8	4,9	5,6	6,9	5,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	3,4	9,1	0,3	3,8	2,3	2,6	12,2	7,4	14,6	-0,3
Prestations sociales	5,2	7,2	5,2	5,2	5,3	5,4	6,7	7,7	9,2	8,7
Charges d'intérêts	2,0	0,1	1,3	2,0	3,3	0,0	-0,3	-1,9	2,8	0,8
Autres dépenses	8,8	6,1	3,9	3,3	29,5	0,0	8,4	3,4	13,2	24,8
<b>Total Dépenses</b>	<b>5,0</b>	<b>6,2</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>7,1</b>	<b>3,8</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>9,1</b>	<b>9,0</b>

## 6.3 RECETTES ET DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (DONNÉES CUMULÉES)

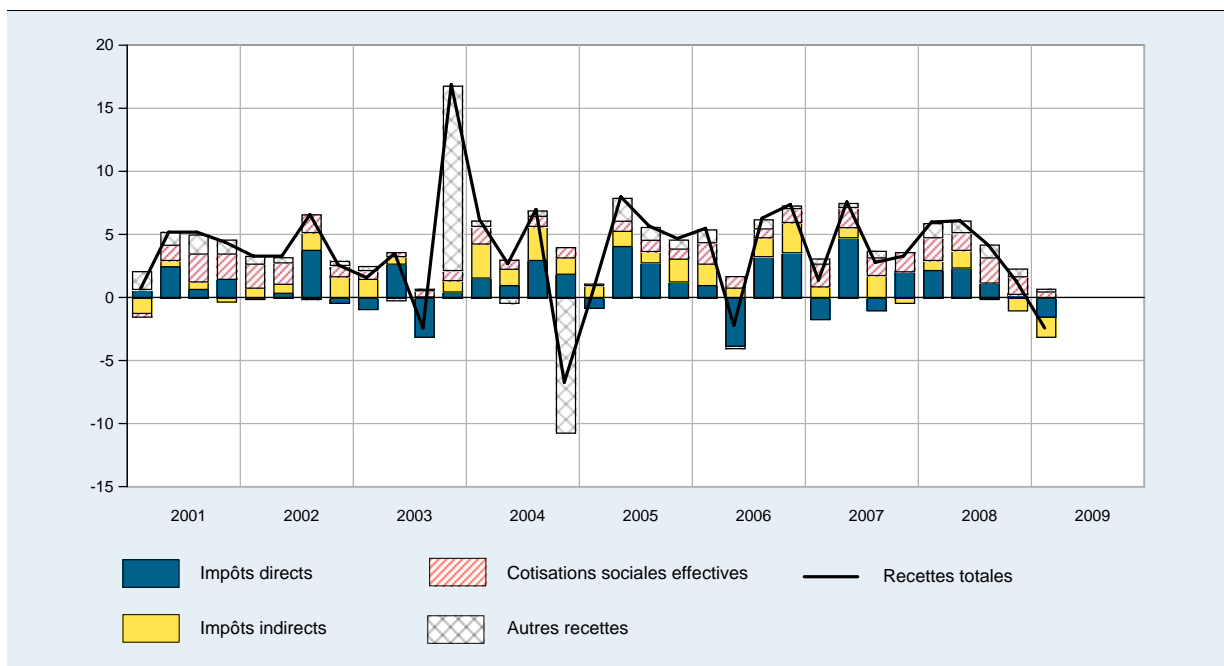
(millions d'euros, données brutes)

	2007	2008	2007			2008				2009
			II	III	IV	I	II	III	IV	I
<b>Recettes</b>										
Impôts directs	54.454,6	56.881,8	26.228,3	37.805,3	54.454,6	9.110,4	28.066,2	40.100,0	56.881,7	8.563,3
Impôts indirects	42.809,9	43.170,2	20.473,5	30.987,9	42.809,9	10.235,6	21.340,9	31.803,7	43.170,2	9.653,3
Cotisations sociales effectives	45.533,0	48.101,4	22.370,7	32.386,8	45.532,9	11.587,3	23.586,0	34.327,2	48.101,4	11.762,3
Autres recettes	18.149,4	19.536,5	9.224,6	13.511,1	18.149,5	4.518,3	9.972,9	14.627,8	19.536,6	4.588,1
<b>Total Recettes</b>	<b>160.946,9</b>	<b>167.689,9</b>	<b>78.297,1</b>	<b>114.691,1</b>	<b>160.946,9</b>	<b>35.451,6</b>	<b>82.966,0</b>	<b>120.858,7</b>	<b>167.689,9</b>	<b>34.567,0</b>
<b>Dépenses</b>										
Rémunérations des salariés	39.273,4	41.463,2	19.707,0	28.918,5	39.273,3	10.167,1	20.659,2	30.390,0	41.463,2	10.721,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	11.831,1	12.908,2	5.974,6	8.880,4	11.831,2	3.198,3	6.404,7	9.526,9	12.908,2	3.187,3
Prestations sociales	74.650,5	80.045,4	37.824,3	56.122,6	74.650,5	19.487,4	40.106,9	59.811,8	80.045,3	21.184,2
Charges d'intérêts	12.988,0	13.005,6	6.424,9	9.730,6	12.987,9	3.206,1	6.415,6	9.658,1	13.005,5	3.230,6
Autres dépenses	23.138,7	24.558,4	11.635,3	17.392,2	23.138,8	6.166,7	12.096,6	18.051,8	24.558,7	7.694,3
<b>Total Dépenses</b>	<b>161.881,7</b>	<b>171.980,8</b>	<b>81.566,1</b>	<b>121.044,3</b>	<b>161.881,7</b>	<b>42.225,6</b>	<b>85.683,0</b>	<b>127.438,6</b>	<b>171.980,9</b>	<b>46.017,8</b>



**GRAPHIQUE 3 RECETTES**

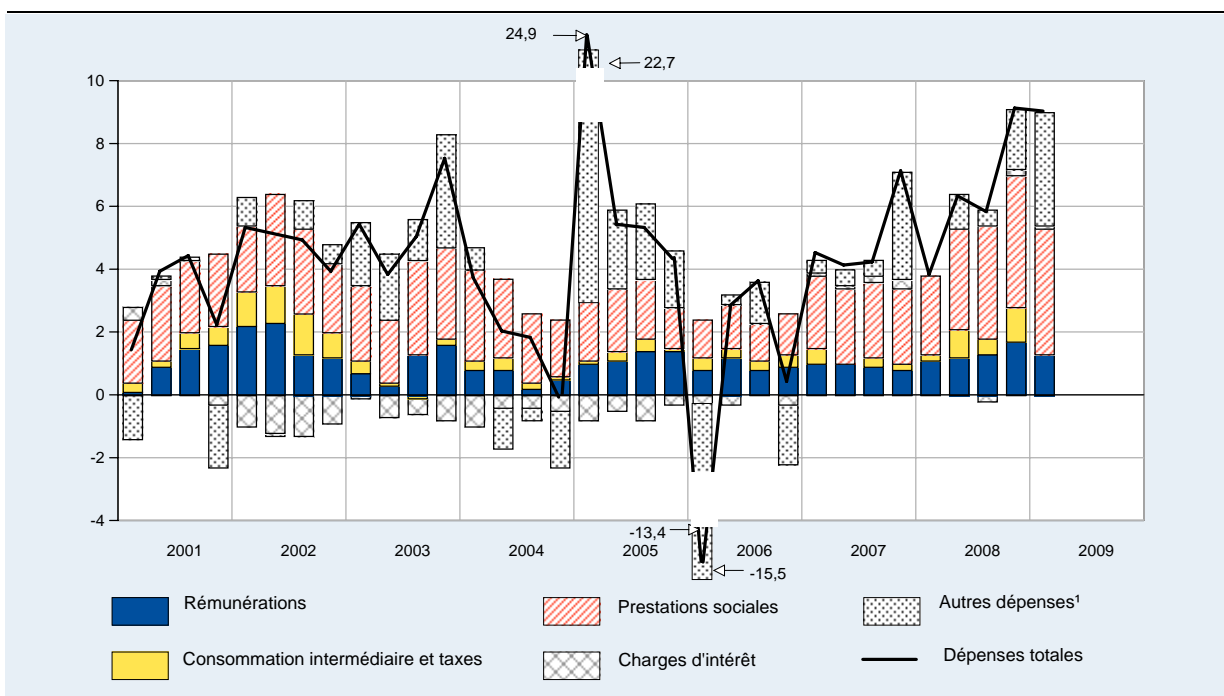
(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

**GRAPHIQUE 4 DÉPENSES**

(points de pourcentages, donnée brutes)



Source: ICN

(1) La forte hausse des "autres dépenses" au premier trimestre de 2005 et, en contrepartie, la forte baisse au premier trimestre de 2006, sont liées à la reprise de la majeure partie de la dette de la SNCB par le FIF (Fonds de l'infrastructure ferroviaire), qui relève du secteur des administrations publiques.



# Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

## 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

## 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats et des comptes des administrations publiques. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes des secteurs. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont diffusés en même temps que les principaux agrégats (voir point 2).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 4. Tableaux ressources-emplois

Au début de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Au début de chaque année, les comptes régionaux sont publiés en mars. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

### 6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétro-polés que jusqu'en

1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétroposé par sous-secteur.

## 7. Personnes de contact

– Méthodologie

Geert Detombe            Tél. +32 2 221 30 40      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: geert.detombe@nbb.be

– Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn            Tél. +32 2 221 30 38      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : hans.dedyn@nbb.be

– Optique dépenses du PIB et stock de capital

Bertrand Jadoul        Tél. +32 2 221 52 69      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : bertrand.jadoul@nbb.be

– Comptes des secteurs

Catherine Rigo        Tel. +32 2 221 44 08      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : catherine.rigo@nbb.be

– Comptes des administrations publiques

Claude Modart        Tél. +32 2 221 30 26      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : claude.modart@nbb.be

– Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Isabelle Brumagne    Tél. +32 2 221 28 77      Fax +32 2 221 31 07  
e-mail : isabelle.brumagne@nbb.be

– Comptes régionaux

Monica Maesele        Tél. +32 2 221 30 28      Fax +32 2 221 31 43  
e-mail : monica.maesele@nbb.be

– Diffusion des séries (consultations en ligne)

Alexander Foket        Tél. +32 2 221 30 45      Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : alexander.foket@nbb.be



## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.





## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
PIB	Produit intérieur brut
SDDS	Special Data Dissemination Standard (IMF)
SEC	Système européen des comptes



#### Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42  
documentation@nbb.be

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux & régionaux et conjoncture de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30  
nationalaccounts@nbb.be



Banque nationale de Belgique  
Société anonyme  
RPM Bruxelles — Numéro d'entreprise: 0203.201.340  
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 — BE-1000 Bruxelles  
[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

Éditeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale  
Couverture: BNB TS — Prepress & Image

Publié en juillet 2009